

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 20104 - 77EME ANNÉE

Communiqué du Parti communiste réunionnais

75e anniversaire du massacre de la révolte de 1947, à Madagascar

Le Parti communiste réunionnais réagit à la commémoration du 75e anniversaire du début de la révolte de 1947 à Madagascar qui fut le prétexte à une répression perpétrée par l'armée coloniale qui fit plus de 100.000 morts. Le PCR rappelle la solidarité des Réunionnais avec les victimes : Des Réunionnais ont alors montré que notre peuple n'était pas à la solde du colonialisme français. Encore aujourd'hui, « des Malgaches se souviennent de cette solidarité qui n'est pas enseignée dans les livres d'Histoire à La Réunion ». Voici le texte du communiqué du PCR diffusé hier aux médias.

Ce 29 mars 2022 marque le 75e anniversaire de la révolte de 1947 à Madagascar qui fut réprimée par l'armée coloniale française. Le chiffre de 100.000 morts est généralement admis, sur une population de 4 millions d'habitants. Les 3 députés malgaches du MDRM furent condamnés à mort, et ils durent la vie sauve à un formidable mouvement de solidarité impliquant les communistes.

L'ampleur de cette répression interroge car des milliers de Malgaches avaient contribué à la libération de la France 2 ans auparavant. Et l'armée française utilisa à Madagascar les méthodes mises en œuvre en France par l'aile la plus nazie de l'armée allemande : exécutions sommaires, villages brûlés...

A Paris, Raymond Vergès et Léon de Lépervanche sensibilisèrent leurs collègues députés sur les exactions du pouvoir colonial. A La Réunion, Témoignages informa la population sur les « méthodes de la GESTAPO » utilisée par les forces coloniales pour arracher des aveux qui donnèrent lieu aux procès expéditifs d'Antananarivo.

Le PCR rappelle que 1947 fut une étape importante d'une histoire commune. La classe dominante réunionnaise avait en effet poussé à l'annexion de Madagascar par la France en 1896 pour exploiter les richesses considérables de ce pays et réduire la population à un état proche de l'esclavage, avec l'application du Code de l'indigénat. A Madagascar,

de nombreux Réunionnais jouèrent donc un rôle actif dans la colonisation.

Mais en 1947, des Réunionnais enrôlés dans l'armée française refusèrent d'exécuter l'ordre de réprimer, choisirent de désertir et ont fait souche à Madagascar. A La Réunion, les communistes ont mené la lutte pour la solidarité, et furent à l'origine de la création de Comité de solidarité. Des Réunionnais ont alors montré que notre peuple n'était pas à la solde du colonialisme français. Encore aujourd'hui, des Malgaches se souviennent de cette solidarité qui n'est pas enseignée dans les livres d'Histoire à La Réunion.

En 2017 à l'initiative de REAGIES*, une délégation réunionnaise avait participé aux commémorations du 70e anniversaire de la révolte de 1947. Ce fut l'occasion de renouer avec les anciens combattants malgaches de cette époque. Des liens ont été noués. Avec la levée progressive des restrictions sanitaires causées par la pandémie de coronavirus, le PCR encourage toutes les initiatives visant au rapprochement de nos deux peuples.

Le PCR plaide pour le co-développement durable et solidaire de notre région, ce qui passe par un renforcement de nos liens avec Madagascar. Faisons fructifier notre solidarité construite dans la lutte.

***REAGIES, association qui œuvre à la solidarité entre nos îles, présidée par Simone YEE-CHONG-TCHI-KAN.**

Bureau de presse
Le Port, le 28 mars 2022

L'objectif du gouvernement français était de détruire le MDRM

1947 à Madagascar : plus de 100000 morts pour combattre la cause de l'indépendance sous direction malgache

Ce 29 mars marque le 75e anniversaire du début de la révolte de 1947 à Madagascar. Le 29 mars 1947, des Malgaches exaspérés par la colonisation attaquèrent le camp des militaires français à Moramanga. Ce fut le point de départ d'une répression qui fit plus de 100.000 morts. L'objectif du gouvernement français était d'abattre le MDRM, parti politique qui revendiquait le retour de Madagascar à l'indépendance totale. Paris voulait en effet placer à la tête de Madagascar qui allait redevenir indépendante en 1960 une classe politique qui lui était fidèle au travers du PADESM. Ce n'est qu'en 1972 que le PADESM fut chassé du pouvoir par une autre révolte initiée par un mouvement de protestation des étudiants. De 1947 à 1972 : ce délai de 25 ans commencé par l'assassinat de plus de 100.000 Malgaches a accentué tous les problèmes et continue encore aujourd'hui de peser sur les mentalités.

Plus de 100.000 morts sur une population de 4 millions d'habitants, c'est le bilan de la répression exercée par l'armée coloniale à Madagascar à la suite de la révolte commencée le 29 mars 1947, par la prise du camp militaire français de Moramanga par des patriotes malgaches. Cette répression fut marquée par d'importantes exactions. L'armée française utilisa chez nos voisins les méthodes de terreur subies par les résistants à l'occupation allemande en France quelques années auparavant. Des milliers de personnes furent exécutées sommairement et enterrées dans des fosses communes. De nombreux villages furent brûlés. Cette répression visait également à détruire le MDRM, principal parti politique malgache, qui ne préconisait pas la lutte armée pour décoloniser le pays. Ces trois députés furent condamnés à mort. Une grande mobilisation permit de leur sauver la vie puis d'obtenir leur libération et leur retour à Madagascar.

Combattre le réveil des prises de conscience

Cette répression trouve ses racines dans un régime colonial qui combattait tout mouvement politique cherchant à conscientiser les Malgaches. En 1896, le Royaume de Madagascar avait été détruit par l'armée

coloniale, et Madagascar fut annexée à la France. Mais les Malgaches n'étaient pas considérés comme des citoyens français. Ils étaient la classe la plus opprimée, soumis au Code de l'Indigénat. Dans la société coloniale, la classe dominante était celle regroupant les ressortissants de la métropole française, en dessous se trouvaient les Réunionnais, puis les Malgaches de nationalité française, et enfin les Malgaches considérés comme « indigènes ».

Cette prise de conscience s'organisa notamment autour des communistes. Il y eut tout d'abord la section de Madagascar du Secours rouge international et les journaux dirigés par le Réunionnais Paul Dussac avec à ses côtés Jean Ralaimongo. « L'opinion », « le Réveil malgache » puis « l'Aurore malgache » ont permis de structurer ce mouvement communiste qui aboutit au moment du Front populaire à la création du Parti communiste de la Région de Madagascar, dont le secrétaire général était le Réunionnais Paul Dussac. La revendication principale était alors la même que celle des progressistes à La Réunion : la citoyenneté française. Cela signifiait l'égalité entre les colonisés et les habitants de la Métropole.

Mais une répression sans commune mesure avec celle exercée à La Réunion allait développer la revendication du retour de Madagascar à l'indépendance. Cette évolution fut aussi favorisée par l'attitude du PCF. Le Front populaire comprenait principalement le PCF, la SFIO et les Radicaux. Or, dans le Comité du Front populaire à Madagascar, les Radicaux étaient très liés au pouvoir colonial et s'opposaient aux communistes. Pour préserver la cohésion du Front populaire à Paris, le PCF ordonna au PCRM de changer de ligne politique. La résistance des Malgaches entraîna la fin du soutien du PCF aux communistes malgaches. A Madagascar, un membre du PCF missionné par Paris demanda même au gouverneur d'interdire le Parti communiste de la Région de Madagascar. Ceci aboutit à l'autodissolution du PCRM.

Le MDRM plus grave danger pour les bénéficiaires de la colonisation

Au lendemain de la Seconde guerre mondiale se créèrent des fronts de libération dans les anciennes colonies dirigés par des communistes. A La Réunion,

ce fut le Comité républicain d'action démocratique et sociale (CRADS) tandis qu'à Madagascar naquit le Mouvement démocratique de la rénovation malgache (MDRM). Aux élections législatives, les deux fronts de libération obtinrent des résultats analogues : 2 députés sur 2 pour le CRADS à La Réunion, 3 députés sur les 3 que les Malgaches pouvaient élire pour le MDRM à Madagascar.

Les Réunionnais demandèrent d'inscrire à l'ordre du jour de l'Assemblée l'abolition du statut colonial par la création du département français de La Réunion. Les députés du MDRM revendiquaient également l'abolition du statut colonial qui devait passer par l'abrogation de la loi d'annexion de 1896, et donc par le retour de Madagascar à l'indépendance. Le président de l'Assemblée à Paris rejeta cette éventualité et refusa même de faire imprimer la proposition de loi des députés malgaches. Paris montrait ainsi que les règles électorales qu'il avait fixées s'arrêtaient là où les intérêts de sa classe dominante étaient menacés.

Pour le pouvoir parisien, le travail de conscientisation mené successivement par le Secours rouge international, les journaux dirigés par Paul Dussac, le PCRM puis le MDRM était le plus grave danger. Il laissait entrevoir le retour de Madagascar à l'indépendance, sous la direction de patriotes qui plaçaient les intérêts du peuple malgache avant toute chose. Pour Paris, il fallait qu'en cas d'indépendance de Madagascar, la classe dirigeante soit le relai des intérêts français.

Après 1947 : colonisation et gouvernements pro-français jusqu'en 1972

En 1947, le maintien de la violence du régime colonial nourrissait les exaspérations. Des Malgaches décidèrent alors de risquer la seule liberté qui leur restait, celle de vivre. La prise du camp de Moramanga le 29 mars 1947 fut le point de départ d'une révolte qui concernait une grande partie de la Grande île. Ce fut le prétexte saisi par Paris pour lancer l'opération de destruction du mouvement de conscientisation du peuple malgache, représenté par le MDRM.

Pendant que des colonnes de militaires ravageaient le pays, les dirigeants du MDRM étaient arrêtés, torturés. Des massacres d'intellectuels furent organisés. La répression fit plus de 100.000 morts et fut également marquée par des procès politiques qui aboutirent à des condamnations à mort.

Au terme de cette répression, le champ était libre pour le PADESM, un parti soutenu par Paris dont les dirigeants devaient leur pouvoir au colonisateur. Ce fut ensuite le PADESM qui dirigea Madagascar redevenue indépendante en 1960. Ce fut une période durant laquelle la France gardait une très grande influence sur Madagascar. Par exemple, la Gendarmerie nationale fut commandée par un officier français jusqu'en 1970. Pendant ce temps, la conscience progressiste malgache s'était restructurée autour notamment de l'Union du peuple malgache (UPM) avec Gisèle Rabesahala et le Réunionnais Francis Sautron. L'UPM et d'autres partis créèrent ensuite en 1958 à Toamasina l'AKFM qui devint la principale opposition au pouvoir pro-français durant les premières années de l'indépendance. Malgré la fraude électorale, l'AKFM dirigeait notamment les villes d'Antananarivo et d'Antsiranana dont le maire était Francis Sautron.

Le règne du PADESM cessa en 1972 grâce à une révolte initiée par une grève des étudiants. Entre 1947 et 1972 s'est écoulé un quart de siècle. Durant toute cette période, Paris a dominé le pays directement jusqu'en 1960, puis indirectement par des accords de coopération. Ce délai de 25 ans commencé par l'assassinat de plus de 100.000 Malgaches a accentué tous les problèmes et continue encore aujourd'hui de peser sur les mentalités.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

In légzanpe. Pou amontre anou bien sa !

**Gouvèrnman zanglé :
gouvèrnman bète é méshan !**

Mézami Olivier Bancoult-noute frère, noute kamarade – i rapèl sa souvan-défoi dann son bande konféranss. Li rapèl dann bande zané 70, gouvèrnman anglé la désside déporte toute bande zabitan bande zil chagos sinplomman pou lèss bande zamérikain fé in gran baze militère dann lil Diégo-Garcia. In gran baze militère, inn an parmi bande pli gran baze militère bande zamérikain nénan dann péi étranjé.

Mé akoze déporte lo bande zabitan ? Alé oir lo baze i okipe solman lo tiers lil Diégo Garcia – é i rèss ankor dè tiers pou bande zabitan résté. Akoze déporte bande zabitan Perhos Banos, alé oir néna 140 miles – donk 225 km rante Perhos Banos épi Diégo ? Lé pli loin ké la Rényon Maurice. Parèye pou Salomon, troi frère galman.

Dann lil Guam demoune i rèss ziss koté la baze amérikène, parèye pou Okinawa, parèye ankor pou d'ote baz amérikène. Alor pou kossa sak lé vré partou lé pa vré pou Chagos ? Biensir i pé fé in érère, mé in lérère sa i répare.

Dopi sinkantan talère bande shagossien i viv dsi bande téritoir déportassion é néna poin d'rézon pou sa. Gouvèrnman zanglé li même la propoze lo rotour bande chagossien dann Chagos – la anvoye zékspèr pou sa – épi final de konte Madame Thérèza May la vyol son parol é la panss téi pé ashté bande shagossien(e) avèk kèke milyon live sterling.

Na poin lontan la roganize in pétission adrèssé prézidan amérikain – Obama – pou dire ali bande shagossien i konpran pa lo latitide GB épi li même. Obama la di sa i rogarde pa li, koze avèk gouvèrnman Gb é sète-la la pa bouzé.

Bète é méshan mi di azorte bande gouvèrnman zanglé.

Justin